

# Télécoms: les opérateurs français ont investi presque 10 milliards d'euros en 2017

« *Les investissements augmentent, les revenus baissent.* » C'est en substance le message que la **Fédération française des télécoms** (FFTélécoms), qui réunit les principaux acteurs du secteur (à l'exception d'Iliad/ Free), a tenu à faire passer cette année encore.

« *Entre 2010 et 2016, le chiffre d'affaires a baissé de 20 % alors que les investissements ont progressé de 40 %* », soutient Pierre Louette, Président de la FFTélécoms.

Par ailleurs Directeur général délégué d'Orange, il rappelle que « *les prix du mobile ont chuté de 40 % après l'arrivée de Free [dans la téléphonie mobile en janvier 2012, NDLR]* ».

Cette tendance est étayée par l'étude d'Arthur D Little (ADL) commandée chaque année par la fédération des opérateurs.

Si, selon le cabinet de conseils, l'écosystème numérique (opérateurs, équipementiers, fabricants de terminaux, fournisseurs de contenus et acteurs du Net) profite d'une croissance de 4 % entre 2013 et 2016 à 75 milliards d'euros, celle des opérateurs français stagne à 40 milliards (et même 39 milliards en 2015).

Sur la période, le secteur est surtout porté par les constructeurs de smartphones (+6%) et, les géants d'Internet, tous américains (+26%).

Pourtant, la demande est forte. Les abonnements fixes augmentent de 3 % en un an à 27,9 millions de foyers au premier trimestre 2016 (dont 2,1 millions en très haut débit entre 30 et 100 Mbits/s, et 3,7 millions à plus de 100 Mbit/s).

Sur le mobile, le nombre de cartes 4G a progressé de 53 % en 2 ans pour atteindre les 50 % de SIM activées (37 millions) au deuxième trimestre 2017.

## Investissements : de records en records

Mais dans le même temps, les prix ont chuté. Avec des abonnements fixes qui tombent à 18 euros mensuel pour les plus bas et des offres mobiles à 10 euros.

« *La France affiche les prix les plus bas des pays occidentaux* », assure Ignacio Garcia-Alves, Global Chief Executive Officer chez Arthur D. Little.

Sur un indice 100 arrêté en 2010, l'indice des prix des télécoms est tombé à 63 en 2016. « *Il y a eu une période de prix très élevés à forte marge* », reconnaît Pierre Louette. *Mais, aujourd'hui, c'est révolu. Avant, c'était trop cher mais aujourd'hui ça ne l'est pas assez.* »

Pas assez pour continuer à investir massivement pour soutenir l'accélération du déploiement du THD, fixe et mobile, voulu par le gouvernement dans le cadre du plan France THD (qui vise à couvrir la France en haut et très haut débit pour 2022) ?

Pourtant, en 2016, les opérateurs ont investi 8,9 milliards d'euros. Hors achats de fréquences. Un record qui devrait être battu en 2017. « *Les investissements devraient s'approcher des 10 milliards cette année* », confirme Pierre Louette.

## Le poids des taxes

Si les opérateurs ne rechignent pas à investir, ils pointent la politique contradictoire du gouvernement en alourdissant le poids des taxes et impôts au fil des années.

Entre la taxe « Copé » (sur la contribution à l'audiovisuel) ou l'IFER (taxe sur le déploiement des antennes) [bientôt élargie au câble](#) (mais repoussé pour les déploiements en zones montagneuses), la fiscalité spécifique aux opérateurs a augmenté de 3 % entre 2012 et 2016.

« *Entre 2013 et 2016, les opérateurs ont perdu 1,4 milliard en trésorerie (free cash flow)* », soutient le consultant d'ADL.

Les discussions en cours avec le gouvernement autour de l'accélération des déploiement du THD pourraient constituer une aubaine pour les opérateurs qui aspirent à un meilleur équilibre.

« *Il y a une forte aspiration à apporter le bon débit à tous, nous sommes prêts à y remédier sous réserves de réunir quelques conditions* », avance Pierre Louette.

D'abord, « *faire des licences un outil de couverture pas un outil budgétaire* ». Autrement dit, que Bercy cesse de voir l'attribution de fréquences (dont certaines arrivent prochainement en fin de concession) comme une manne financière et plus comme un moyen pour encourager les opérateurs à investir dans les déploiements.

Entre les licences 4G en 2012 et la bande des 700 MHz en 2015, les opérateurs ont investi 6,4 milliards d'euros.

Autre point de discussion, une révision de la taxe IFER. « *Plus on déploie, plus on paye d'impôts, ce n'est pas une vision incitative* », commente le président de la FFTélécoms. Enfin, il apprécierait une mise en œuvre de la simplification administrative. « *Il faut deux ans pour déployer un pylône en France contre six mois en Allemagne* », illustre Pierre Louette.

Et d'ajouter : « *La fiscalité n'est pas harmonieuse. On demande aux opérateurs des efforts considérables mais nous attendons une preuve de synthèse du gouvernement.* » Il reconnaît néanmoins que « *les discussions sont difficiles* ».